

CHENÔVE

Du nouveau à la Maison de justice et du droit



La Maison de justice et du droit est située 8, rue des Clématites à Chenôve. Photo LBP/Jacques ÉLISABETH

Le conseil municipal de Chenôve s'est tenu le 7 février. Lors de cette séance, les élus ont été amenés à renouveler la convention relative au fonctionnement de la Maison de justice et du droit. Nouveautés : ce service prend une dimension départementale et un agent territorial est mis à disposition.

Créée en 2004, la Maison de justice et du droit (MJD) de l'agglomération dijonnaise est située 8, rue des Clématites à Chenôve. Compte tenu du rayonnement géographique en matière de fréquentation qui s'étend sur tout le département, il a été décidé, en conseil municipal, lundi 7 février, qu'elle allait désormais s'appeler la Maison de justice et du droit de la Côte-d'Or.

Elle sera notamment supportée financièrement par une convention tripartite entre la Ville de Chenôve, Dijon Métropole et le conseil départemental.

« La nouveauté de la convention, explique le maire Thierry Falconnet (PS) est que nous avons fait le choix de mettre à disposition un agent territorial cadre C, un emploi chargé qui représente environ 40 000 €. » Patrick Audard, deuxième adjoint et par ailleurs conseiller départemental, précise : « Le conseil départemental apportera une subvention de 10 000 € ».

Cette délibération n'amenant aucune question, elle a été votée à l'unanimité.

Au service des habitants

Au cours de la séance, Joëlle Boileau, adjointe à la tranquillité publique, a rappelé lors de son exposé que la MJD facilite l'accès au droit et apporte un soutien matériel, moral et juridique immédiat grâce à des professionnels et intervenants spécialisés tenant des perma-

nences : greffier, conciliateur de justice, volontaire en service civique, délégué du procureur, délégué du défenseur des droits, médiateur familial, avocat, notaire, huissier, association d'aide aux victimes, etc. « C'est un service de proximité aujourd'hui intégré dans la labellisation France Services de la Ville, obtenue au mois de janvier », souligne-t-elle.

Ce service de proximité permet aussi bien de renseigner des victimes sur leurs droits que d'appliquer des mesures pénales de premier niveau comme les travaux d'intérêt généraux, des médiations ou le rappel à la loi. Il permet d'offrir aux habitants, notamment les plus démunis, la possibilité de se repérer au sein des circuits des services judiciaires.

Martine CLÉMENT (CLP)

À noter que la Maison de justice et du droit sera fermée du 21 au 25 février.

QUETIGNY

Les bornes d'accès à la place Centrale en révision

Trois ans après leur installation, les bornes d'accès à la place Roger-Rémond, à Quetigny, subissent une révision lourde. Elles sont aussi, pour certaines, remplacées.

Les bornes d'accès à la place centrale Roger-Rémond, à Quetigny, subissent une révision lourde et un remplacement pour certaines, et ce, trois ans après leur installation.

« Des bornes ont subi des incidents avec des véhicules qui ont forcé le passage, mais il y a surtout des pannes auxquelles il faut remédier », énonce un technicien de Sobeca (Société beaujolaise de canalisation), de Ladoix-Serrigny. Cette entreprise spécialisée en construction de réseaux électriques et de télécommunications procède à un inventaire et au remplacement du matériel, si besoin, qui protège les cinq accès à la place : depuis l'avenue du Château, près de la poste, près du laboratoire d'analyses, depuis de la rue des Aiguillons et l'accès réservé aux camions de

livraison au supermarché par la rue du Stade.

Une sécurisation de la circulation adaptée à la place

« Nous avons fait le choix de ce matériel adapté pour régler l'accès à la place, que nous souhaitons rendre aux circulations douces. Les bornes sont ouvertes entre 8 et 10 heures pour permettre l'approvisionnement des commerces. En dehors de ces horaires, les services techniques municipaux, ceux des espaces verts ainsi que les entreprises autorisées disposent d'un code pour entrer. En cas de livraison ou de déménagement, les habitants riverains peuvent demander un accès exceptionnel auprès de la police municipale. Ils obtiendront un code éphémère à composer sur leur téléphone pour accéder à la place », détaille la mairie tout en déplorant les pannes.

Jean-François DUMAND (CLP)

Pour vos besoins d'accès : police municipale au 03.80.48.28.40 ou au 06.70.00.09.57.



Certaines bornes d'accès à la place Centrale vont être changées. Photo LBP/J.-F. D.

CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR

Atelier cuisine et autres activités manuelles pour les 11-17 ans

Ambiance studieuse, mercredi 16 février, au centre Pierre-Perret à Chevigny-Saint-Sauveur où les jeunes de la commune inscrits au club jeunesse des 11-17 ans sont accueillis pour les vacances d'hiver depuis lundi, et ce, jusqu'au vendredi 25 février. Au programme de la matinée : un cours de cuisine encadré par Julie et Manu avec, au menu – choisi par les jeunes –, taboulé, crêpe party (salée) et muffin.

Après avoir fait les courses ensemble et géré le budget alloué, une organisation est mise en place dans la cuisine. Matéo, 13 ans, inscrit sur un cahier de traçabilité le détail précis des produits achetés et les codes-barres. À noter qu'un repas témoin restera cinq jours au réfrigérateur pour respecter



Un groupe a préparé de la pâte à crêpe. Photo LBP/D. S.

les consignes sanitaires. Lise, 11 ans, et ses quatre copains lancent la recette de la pâte à crêpe pour enchaîner ensuite sur la fabrication des muffins

au chocolat. « Ça se passe bien, les garçons sont sympas avec moi ; je suis à l'aise », glisse Lise, la seule fille du groupe.



Matéo tient à jour le cahier de traçabilité. Photo LBP/D. S.

Les jours suivants, d'autres activités seront organisées, comme des cours de dessin, du géocaching, de la mosaïque, une sortie à la piscine...

« Cette année, nous avons dix enfants de moins que l'an dernier ; les parents sont partis en vacances », précise Julie.

Dominique DA SILVA (CLP)